

COMMUNE DE SAINT RESTITUT

DEPARTEMENT DE LA DROME

ARRETE N° AR - 2019 - 003

ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLU DES SERVITUDES D'UTILITE
PUBLIQUE

Le Maire de SAINT RESTITUT (Drôme),

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153.60 et R 153.18 ainsi que
les articles L 151.43 et R 151.51 relatifs au contenu des annexes du PLU,
Vu la délibération du conseil municipal de ST RESTITUT en date du 29/09/2009
approuvant le Plan Local d'Urbanisme,
Vu l'arrêté préfectoral N° 26.2018.10.03.031 du 03/10/2018 portant modification des
servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques autour des
canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de
produits chimiques sur notre commune,
Vu les plans et documents annexés au présent arrêté

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT RESTITUT est
mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé.
A cet effet, sont Intégrés en annexe de celui-ci, la liste et le plan des servitudes
d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du
public, à la mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant 1 mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à :

-Monsieur le Préfet de la Drôme
-Monsieur le Directeur Départemental des Territoires

Fait à St Restitut,
Le 9 avril 2019
Le Maire : Y.ARMAND





Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Départementale des Territoires

Nyons, le 16 janvier 2019

COMMUNE de SAINT RESTITUT

MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Approbation de la modification simplifiée n°2

Objet : Caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération d'approbation du 23 janvier 2018

Date de transmission au Préfet : 25 janvier 2018

Mesures de publicité

- Affichage en mairie : 26 janvier 2018
- Insertion dans la presse : 08 février 2018 dans le journal La Tribune

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire :
- Observations :

Date à laquelle la délibération devient exécutoire

8 février 2018

Pour le directeur départemental des territoires,
Le Chef de l'unité territoriale,


Christophe BONAL

République française

DEPARTEMENT de la DROME

DELIBERATION

OBJET : APPROBATION MODIFICATION SIMPLIFIEE N° 2 DU PLU
DE_2018_004

N° :

Séance du mardi 23 janvier 2018

Nombre de conseillers :

En exercice : 15
Présents : 8
Votants : 9

Date de la convocation: 25/01/2018

*L'an deux mille dix-huit et le vingt-trois janvier l'assemblée
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Yves
ARMAND,*

L'an deux mille dix-huit et le vingt-trois janvier

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme).
S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie sous la présidence de Monsieur
Yves ARMAND.

Date de la convocation : 25 janvier 2018

PRESENTS : Yves ARMAND, Christine FOROT, Thierry BUSIN, Nadia VERDON,
William AUGUSTE, Franck THEOLAS, Héliène CHARANCON, Sandrine MEARY

ABSENTS EXCUSES : Franck RUSSO, Christian BOURRETTE, Martine DENISE

ABSENT NON EXCUSE : Nadia GALIANA, Pierrick MATHIAS, Bernard DUBOIS

REPRESENTÉ : Isabelle MEJEAN par Nadia VERDON

SECRETAIRE DE SEANCE : Sandrine MEARY

Monsieur le maire rappelle la délibération du conseil municipal en date du 5 décembre 2017,
décidant de procéder à une mise à disposition du public sur le projet de modification simplifiée
N°2 du PLU, ayant pour objectif de supprimer des erreurs matérielles identifiées sur le plan de
zonage du PLU :

-source romaine manifestement mal localisée sur le plan graphique
-ferme en ruine, moulin à eau et une galerie de récupération d'eau, éléments du patrimoine
non pastillés sur le plan de zonage.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153.45 et L 153.47

Vu le projet mis à disposition du public du 22 décembre 2017 au 21 janvier 2018,

Vu l'absence de remarques formulées sur le registre par le public,

Considérant l'avis favorable de la Direction Départementale des Territoires, Préfecture Drôme en
date du 23 décembre 2017, pour ces adaptations mineures,

Considérant que le projet de modification simplifiée N°2 est prêt à être approuvé,

Le conseil municipal après discussion et vote à l'unanimité :

.DECIDE d'approuver le dossier de modification simplifiée N°2 du PLU tel qu'il est annexé à la
présente,

Valence
Date de réception de l'AR 25/01/2018
026-212603260-20180123-DE_2018_004-DE

.DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément à l'article R 153.21 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal
.DIT que le dossier est tenu à la disposition du public en mairie de ST RESTITUT, et à la préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture.
.DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée N°2 du PLU, sont exécutoires dès l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité (affichage en mairie, insertion dans un journal diffusé dans le départemental).

Le maire : Y. ARMAND



COMMUNE DE SAINT RESTITUT

DEPARTEMENT de la DROME

ARRETÉ :

ARRETE PORTANT MISE A JOUR DU PLU RISQUES CANALISATIONS MATIERES DANGEREUSES
AR_2017_013

Le Maire :

Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 153.60 et R 153.18
Vu le code de l'urbanisme et notamment ses articles L 151.43 et R 151.51 relatifs au contenu des annexes du dossier du PLU,
Vu la délibération du conseil municipal de ST RESTITUT, en date du 29/09/2009 approuvant le plan local d'urbanisme,
Vu l'arrêté Préfectoral N° 26.2016.12.02.007 du 02.12.2016 instituant des servitudes prenant en compte la maîtrise des risques autour des canalisations de transport en matières dangereuses, le plan et la liste des servitudes d'utilité publique du PLU,
Vu les plans et documents annexés au présent arrêté, plan et liste des servitudes d'utilité publique fournis par la DDT SATR/PA,

ARRETE :

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT RESTITUT est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe du PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la Mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en Mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet et la Direction Départementale des Territoires.

Fait à St Restitut,
Le 30 juin 2017

Le maire Y.ARMAND



Le 28/06/2017

Pour extrait certifié conforme

Valence
Date de réception de l'AR: 05/07/2017
026-212803260-20170628-AR_2017_013-AR



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Auvergne-Rhône-Alpes

Unité Interdépartementale 26/07

Valence, le

- 2 DEC. 2016

Affaire suivie par : Christophe Bouilloux

Tél. : 04.75.82.46.46

Fax : 04.75.82.46.49

Courriel : christophe.bouilloux@developpement-
durable.gouv.fr

ARRETE PREFECTORAL n° 26-2016-12-02-007

**instituant des servitudes d'utilité publique prenant en compte la maîtrise des risques
autour des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de
produits chimiques sur la commune de Saint-Restitut**

**Le Préfet du département de la Drôme
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.555-16, R.555-30 et R.555-31 ;

Vu le code de l'urbanisme notamment ses articles L.101-2, L.132-1, L.132-2, L.151-1 et suivants, L.153-60, L.161-1 et suivants, L.163-10, R.431-16 ;

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment ses articles R.122-22 et R.123-46 ;

Vu l'arrêté du 5 mars 2014 définissant les modalités d'application du chapitre V du titre V du livre V du code de l'environnement et portant règlement de la sécurité des canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques ;

Vu le rapport de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de la région Auvergne-Rhône-Alpes, en date du 10 octobre 2016 ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques de la Drôme le 24 novembre 2016 ;

Considérant que les canalisations de transport de gaz naturel ou assimilé, d'hydrocarbures et de produits chimiques, en service à la date de l'entrée en vigueur des articles R555-1 et suivants du code de l'environnement, doivent faire l'objet d'institution de servitudes d'utilité publique relatives à la maîtrise de l'urbanisation en raison des dangers et des inconvénients qu'elles présentent ;

Considérant que selon l'article L555-16 du code de l'environnement, les périmètres à l'intérieur desquels les dispositions en matière de maîtrise de l'urbanisation s'appliquent sont déterminés par les risques susceptibles d'être créés par une canalisation de transport en service, notamment les risques d'incendie, d'explosion ou d'émanation de produits toxiques, menaçant gravement la santé ou la sécurité des personnes ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme,

A R R E T E

Article 1^{er} – Objet

Des servitudes d'utilité publique (SUP) sont instituées dans les zones d'effets générées par les phénomènes dangereux susceptibles de se produire sur les canalisations de transport décrites ci-après, conformément aux distances figurant dans les tableaux ci-dessous et reproduites sur la carte annexée⁽¹⁾ au présent arrêté.

Seules les distances SUP1 sont reproduites dans la carte annexée au présent arrêté. Les restrictions supplémentaires fixées par l'article 2 pour les projets d'urbanisme dont l'emprise atteint les SUP2 ou SUP3 sont mises en œuvre dans le cadre de l'instruction de l'analyse de compatibilité obligatoire pour tout projet dont l'emprise atteint la SUP1.

NOTA : Dans les tableaux ci-dessous :

- PMS : Pression Maximale de Service de la canalisation
- DN : Diamètre Nominal de la canalisation.
- Distances S.U.P : Distances en mètres de part et d'autre de la canalisation définissant les limites des zones concernées par les servitudes d'utilité publique.

En cas d'écart entre les valeurs des distances SUP figurant dans les tableaux ci-dessous et la représentation cartographique des SUP telle qu'annexée au présent arrêté, les valeurs des tableaux font foi, appliquées au tracé réel des canalisations concernées.

Nom de la commune : Saint-Restitut

Code INSEE : 26326

Canalisations de transport de gaz naturel exploitées par le transporteur

GRTgaz
Immeuble Bora, 6 rue Raoul Nordling
92277 BOIS COLOMBES Cedex

• Ouvrages traversant la commune

Nom de la canalisation	PMS (bar)	DN	Longueur dans la commune (en mètres)	Implantation	Distances S.U.P. en mètres (de part et d'autre de la canalisation)		
					SUP1	SUP2	SUP3
ANTENNE DE PIERRELATTE(BOLLENE)	67,7	150	89	enterré	50	5	5

• Ouvrages ne traversant pas la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière
Néant

• Installations annexes situées sur la commune
Néant

- Installations annexes non situées sur la commune, mais dont les zones d'effets atteignent cette dernière

Néant

Article 2 – Nature des servitudes

Conformément à l'article R.555-30 b) du code de l'environnement, les servitudes sont les suivantes, en fonction des zones d'effets :

Servitude SUP1, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence majorant au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

La délivrance d'un permis de construire relatif à un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou à un immeuble de grande hauteur est subordonnée à la fourniture d'une analyse de compatibilité ayant reçu l'avis favorable du transporteur ou, en cas d'avis défavorable du transporteur, l'avis favorable du Préfet rendu au vu de l'expertise mentionnée au III de l'article R 555-31 du code de l'environnement.

L'analyse de compatibilité est établie conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mars 2014 susvisé.

Servitude SUP2, correspondant à la zone d'effets létaux (PEL) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 300 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Servitude SUP3, correspondant à la zone d'effets létaux significatifs (ELS) du phénomène dangereux de référence réduit au sens de l'article R.555-39 du code de l'environnement :

L'ouverture d'un établissement recevant du public susceptible de recevoir plus de 100 personnes ou d'un immeuble de grande hauteur est interdite.

Article 3 – Information du transporteur

Conformément à l'article R.555-46 du code de l'environnement, le maire informe le transporteur de tout permis de construire ou certificat d'urbanisme (d'information ou opérationnel) délivré dans l'une des zones définies à l'article 2.

Article 4 – Annexion au plan d'urbanisme

Les servitudes instituées par le présent arrêté sont annexées aux plans locaux d'urbanisme et aux cartes communales des communes concernées conformément aux articles L.151-43, L.153-60, L.161-1 et L.163-10 du code de l'urbanisme.

Article 5 – Notification et publicité

En application du R.555-53 du code de l'environnement, le présent arrêté sera

- publié au recueil des actes administratifs
- publié sur le site internet de la préfecture de la Drôme
- adressé au maire de la commune de Saint-Restitut.

Article 6 – Délais et voies de recours

Cet arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de Grenoble (2, place de Verdun – BP 1135 – 38002 Grenoble cedex 1) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la Drôme.

Article 7 – Exécution et copie

Le Secrétaire Général de la préfecture de la Drôme, l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou le maire de la commune de Saint-Restitut, le directeur départemental des territoires de la Drôme, la directrice régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Auvergne-Rhône-Alpes sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée, ainsi qu'au directeur de GRTgaz.

Valence, le

- 2 DEC. 2016

Le Préfet,

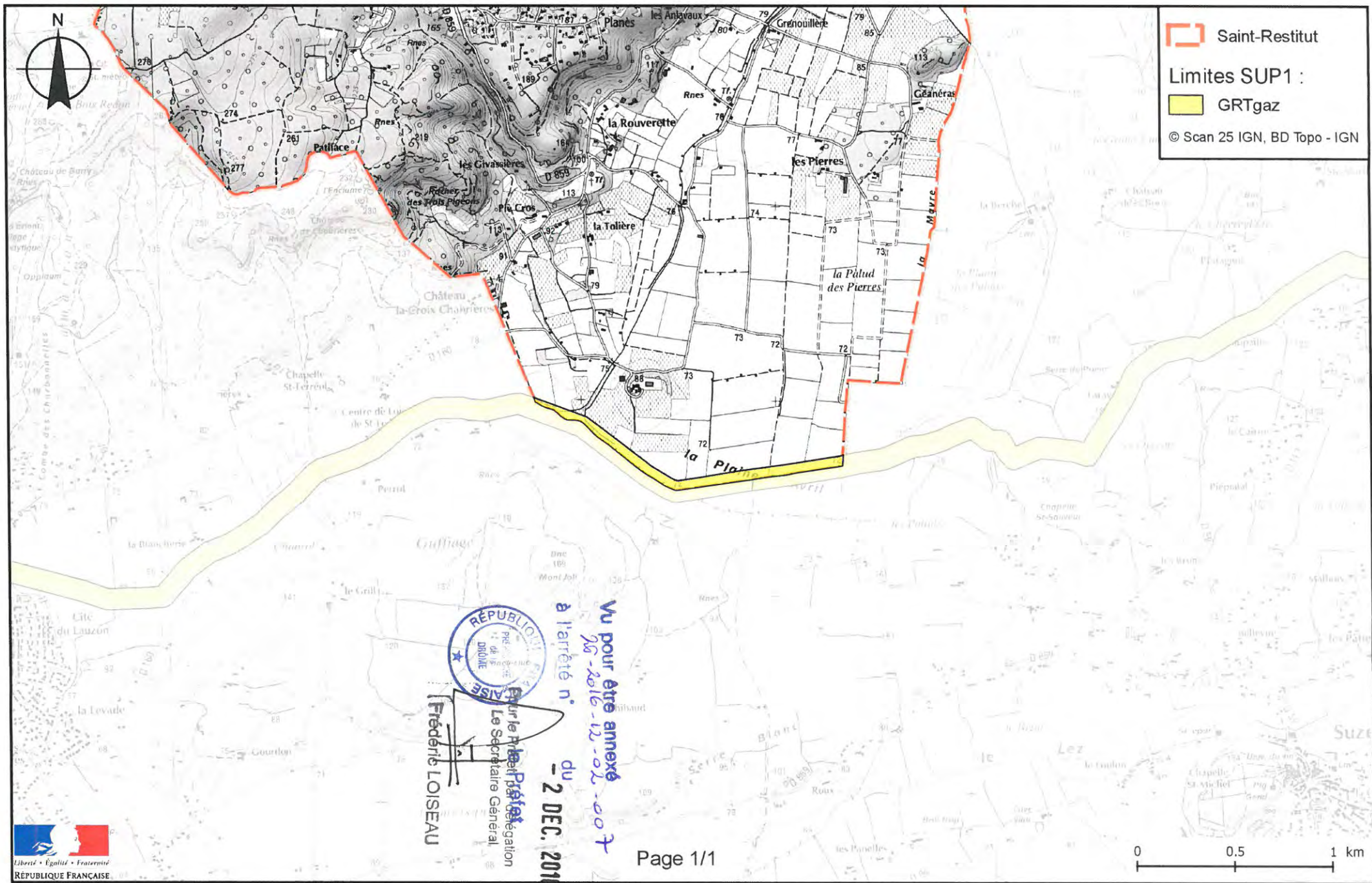
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU

(1) La carte annexée au présent arrêté peut être consultée dans les services de :

- *la préfecture de la Drôme*
- *la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Auvergne-Rhône-Alpes*
- *l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la mairie concernée*

Servitudes d'utilité publique autour des canalisations de transport de matières dangereuses



COMMUNE DE SAINT RESTITUT

DEPARTEMENT de la DROME

ARRETÉ :

MISE A JOUR DU PLU SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE
AR_2016_007

Le Maire :

Vu le code de l'urbanisme et notamment l'article R 123.22

Vu la délibération du conseil municipal de ST RESTITUT en date du 29/09/2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme

Vu le plan et la liste mise à jour des servitudes d'utilité publique fournis par la DDT SATR/PA suite à l'arrêté préfectoral N° 2016099-0006 du 8 avril 2016 venu modifier l'arrêté initial N° 2012069-0004 du 9 mars 2012 portant sur les protections sanitaires du captage d'eau potable de la Bistoure,

ARRETE

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de SAINT RESTITUT est mis à jour à la date du présent arrêté en fonction des éléments du dossier annexé. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, le plan et la liste des servitudes d'utilité publique.

Article 2 : Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public, à la mairie et en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie durant un mois.

Article 4 : Le présent arrêté est adressé à Monsieur le Préfet de la Drôme et à la Direction Départementale des Territoires.

St Restitut, le 16 juin 2016

Le maire : Y. ARMAND

Pour le Maire,

L'Adjoint Délégué :

G. FOROT

Le 16/06/2016



Pour extrait certifié conforme

Valence
Date de réception de l'AR: 16/06/2016
026-212603260-20160616-AR_2016_007-AR

PRÉFET DE LA DRÔME

Direction Départementale des Territoires
Service aménagement du territoire et risques
Pôle Aménagement
Affaire suivie par : Christine Chuilon
Tél. : 04 81 66 81 18
Courriel: ddt-pa-satr@drome.gouv.fr

Valence, le

22 MARS 2016

Arrêté n° 2016083 - 0008
Portant mise à jour du PLU de la commune de ST-RESTITUT

Le Préfet de la Drôme,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.153-60 et R.153-18,

VU le code de l'urbanisme, et notamment ses articles L.151-43 et R.151-51 relatifs au contenu des annexes du PLU,

VU la délibération du conseil municipal de St-Restitut du 29 septembre 2009 approuvant le plan local d'urbanisme,

VU l'arrêté préfectoral n° 2012069-0004 du 9 mars 2012 instaurant des périmètres de protection du captage de Bistoure,

VU les plans et documents annexés au présent arrêté,

CONSIDERANT que la mise à jour du PLU n'a pas été réalisée par la commune malgré les demandes successives formulées par l'État par courriers du 15 mai 2012 puis du 23 novembre 2015,

ARRETE :

Article 1er : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de St-Restitut est mis à jour à la date du présent arrêté. A cet effet, sont intégrés en annexe au PLU, la liste et le plan des servitudes d'utilité publique joints au présent arrêté.

Article 2 : Les documents de la mise à jour seront tenus à la disposition du public aux jours et heures ouvrables de la mairie de St-Restitut ainsi qu'en Préfecture.

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché en mairie de St-Restitut durant un mois. Un certificat du maire justifiera de l'accomplissement de cette formalité.

Article 4 : Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture, Monsieur le Directeur Départemental des Territoires de la Drôme, Monsieur le Maire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

Fait à Valence, le
Le Préfet,
Pour le Préfet, par délégation
Le Secrétaire Général

Frédéric LOISEAU



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA DRÔME
DDT Drôme - Service Aménagement
du Territoire et Risques

18 FEV. 2016

Direction Départementale des Territoires
Unité territoriale Sud

Nyons, le 16 février 2016

2016/0036

COMMUNE de SAINT RESTITUT

**MODIFICATION n° 2
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

Approbation de la modification n°2

Objet : Caractère exécutoire de l'acte

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 26 janvier 2016

Date de transmission au Préfet : 27 janvier 2016

Mesures de publicité


- Affichage en mairie : 01/02/2016
- Insertion dans la presse : 04/02/2016

Contrôle de légalité

- Date de la lettre au maire : Sans objet
- Observations : Sans objet

Date à laquelle la délibération devient exécutoire	27 février 2016
---	------------------------

Pour le directeur départemental des territoires,
Le Chef de l'unité territoriale,


Christophe BONAL

République française

DEPARTEMENT de la DROME

DELIBERATION

OBJET : APPROBATION MODIFICATION N°2 DU PLU

N° : DE_2016_001

Séance du mardi 26 janvier 2016

Date de la convocation: 19/01/2016

Nombre de conseillers :

En exercice : 15

Présents : 12

Votants : 14

*L'an deux mille seize et le vingt six janvier l'assemblée
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Yves
ARMAND,*

L'an deux mille seize et le vingt six janvier

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme).
S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie sous la présidence de Monsieur
Yves ARMAND.

Date de la convocation : 19 janvier 2016

PRESENTS : Yves ARMAND, Christine FOROT, Nadia VERDON, William
AUGUSTE, Isabelle MEJEAN, Franck THEOLAS, Hélène CHARANCON, Franck
RUSSO, Nadia GALIANA, Sandrine MEARY, Christian BOURRETTE, Martine
DENISE

ABSENTS EXCUSES : Bernard DUBOIS

ABSENT NON EXCUSE :

REPRESENTE : Thierry BUSIN par William AUGUSTE, Pierrick MATHIAS par
Yves ARMAND

SECRETAIRE DE SEANCE : Sandrine MEARY

Vu le code de l'urbanisme

Vu la Loi Solidarité et Renouvellement Urbain N° 2000-1208 du 13 décembre 2000

Vu la Loi Urbanisme et Habitat N° 2003-590 du 2 juillet 2003

Vu la Loi portant Engagement National pour l'Environnement N° 2010-788 du 12 juillet
2010

Vu la Loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové N° 2014-366 du 24 mars
2014

Vu le décret N° 2015.1783 du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du
livre 1er du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local
d'urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2009 approuvant le
Plan Local d'Urbanisme,

Vu l'arrêté du maire N° 2015.18 en date du 07/09/2015 prescrivant la modification N°2
du plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté du maire N° 2015.20 en date du 16/10/2015 soumettant la modification N° 2
du plan local d'urbanisme à l'enquête publique,

Valence

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 27/01/2016

026-212603260-20160126-DE_2016_001-DE

Vu le dossier soumis à enquête publique en vue de la modification de l'article 1 des zones UC, UD, AUC et AUD afin de s'opposer à la règle relative à l'article R 123.10.1 du code de l'urbanisme (rédaction antérieure au 1er janvier 2016, devenu l'article R 151.21 depuis le 1er janvier 2016)

Entendu les avis des Personnes Publiques Associées

Entendu les conclusions du commissaire enquêteur et son avis favorable (sans réserve ni recommandation),

Considérant que la modification N° 2 du plan local d'urbanisme telle qu'elle est présentée au conseil municipal est prête à être approuvée, conformément notamment aux articles L 153.36 à 44 du code de l'urbanisme,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal après vote à l'unanimité DECIDE :

- D'APPROUVER la modification du plan local d'urbanisme N° 2 telle qu'elle est annexée à la présente,

. DIT que la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal,

. DIT que la présente délibération sera exécutoire :

-dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune modification à apporter au plan local d'urbanisme ou, dans le cas contraire, à dater de la prise en compte de ces modifications,

-après l'accomplissement des mesures de publicité précitées.

La présente délibération, accompagnée du dossier de modification N°2 du PLU modifié qui lui est annexé, est transmise au Préfet.

Le maire Y. ARMAND



RF Valence
Contrôle de légalité Date de réception de l'AR: 27/01/2016 026-212603260-20160126-DE_2016_001-DE

Valence, le + 7 JAN. 2016

**COMMUNE DE ST RESTITUT
MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1
DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N° 1

Objet : CARACTÈRE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 22 septembre 2015

Date de transmission au Préfet : 23 septembre 2015

Mesures de publicité :

- . Affichage en mairie : 29 septembre 2015
- . Insertion dans la presse : 8 octobre 2015

Contrôle de légalité :

- . Date de la lettre au maire :
- . Observations :

*Date à laquelle la délibération devient
exécutoire*

8 octobre 2015

Pour le Chef du Service Aménagement du Territoire et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement,

Claudie BUARD

République française

DEPARTEMENT de la DROME

DELIBERATION

**OBJET : APPROBATION MODIFICATION SIMPLIFIEE N°1 DU PLU
DE_2015_070**

N° :

Séance du mardi 22 septembre 2015

Date de la convocation: 23/09/2015

Nombre de conseillers :

En exercice : 15
Présents : 11
Votants : 15

*L'an deux mille quinze et le vingt deux septembre l'assemblée
régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de Yves
ARMAND,*

L'an deux mille quinze et le vingt deux septembre

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme).
S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie sous la présidence de Monsieur
Yves ARMAND.

Date de la convocation : 23 septembre 2015

PRESENTS : Yves ARMAND, Christine FOROT, Thierry BUSIN, William
AUGUSTE, Isabelle MEJEAN, Franck THEOLAS, Hélène CHARANCON, Nadia
GALIANA, Pierrick MATHIAS, Sandrine MEARY, Christian BOURRETTE

ABSENTS EXCUSES :

ABSENT NON EXCUSE :

REPRESENTE : Nadia VERDON par Christine FOROT, Franck RUSSO par
Sandrine MEARY, Martine DENISE par Christian BOURRETTE, Bernard
DUBOIS par William AUGUSTE

SECRETAIRE DE SEANCE : Sandrine MEARY

Monsieur le maire rappelle au conseil que par arrêté municipal en date du 18 mars 2015, il a été décidé de procéder à une modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme en vue de réduire l'emprise de l'emplacement réservé L2.

Par délibération en date du 21 avril 2015 ont été définies les modalités de la mise à disposition du public, conformément à l'article L 123.13.3 du code de l'urbanisme :

- mise à disposition du dossier de modification simplifiée N°1 en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture,
- mise à disposition d'un registre permettant au public de formuler ses observations en mairie, aux jours et heures habituels d'ouverture,
- parution d'un avis informant de la délibération et précisant l'objet de la modification simplifiée N°1, les dates, le lieu et les heures auxquels le public pouvait consulter le dossier et formuler des observations.

Monsieur le maire expose qu'à l'issue de cette mise à disposition, il est constaté qu'aucune demande ou réclamation n'a été formulée. Une seule observation a été consignée sur le registre, en date du 8 juillet 2015, soulignant l'intérêt du projet.

Contrôle de légalité

Date de réception de l'AR: 23/09/2015

026-212603260-20150922-DE_2015_070-DE

Monsieur le maire invite le conseil municipal à délibérer pour tirer le bilan de la mise à disposition du public et approuver le dossier de modification simplifiée N°1 du PLU.

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu le code de l'urbanisme, et notamment les articles L123.1 (et suivants) L123.13 (et suivants) R123.1 (et suivants) et L123.19

Vu la délibération du 29 septembre 2009 approuvant le PLU

Vu la modification N°1 du PLU approuvée le 30 juillet 2013

Vu l'arrêté du maire en date du 18 mars 2015 prescrivant la modification simplifiée N°1 du PLU

Vu la délibération en date du 21 avril 2015 définissant les modalités de la mise à disposition du public,

Considérant que la modification simplifiée N°1 du PLU telle qu'elle est présentée au conseil municipal, est prête à être approuvée, conformément à l'article R 123.24 du code de l'urbanisme,

Le conseil municipal après discussion et vote à l'unanimité :

. DECIDE de tirer le bilan de la mise à disposition du public du dossier de modification simplifiée N°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération,

. DECIDE d'approuver le dossier de modification simplifiée N°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente délibération

. DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R 123.24 et R 123.25 du code de l'urbanisme, d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal

. DIT que conformément à l'article R 123.25 du code de l'urbanisme le dossier de modification simplifiée N°1 est tenu à la disposition du public à la mairie de ST RESTITUT et à la Préfecture aux heures et jours habituels d'ouverture

. DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification simplifiée N°1 du PLU seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.



RF
Vaience
Contrôle de légalité
Date de réception de l'AR : 23.09.2015
026 212603260-20150922 DE 2015 070 DE

5 - SEP. 2013

**COMMUNE DE ST RESTITUT
MODIFICATION N° 1 DU PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA MODIFICATION N° 1

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE



Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 30 juillet 2013

Date de transmission au Préfet : 19 août 2013

. Affichage en mairie : 21 août 2013

. Insertion dans la presse : 22 août 2013

Contrôle de légalité

. Date de la lettre au maire :

. Observations :

<i>Date à laquelle la délibération devient exécutoire</i>	19/09/13
---	----------

P/le Chef du Service Aménagement et Risques
La Responsable du Pôle Aménagement,

C. BUARD

République française

DEPARTEMENT de la DROME

DELIBERATION

OBJET : PLU APPROBATION MODIFICATION N°1 N° : DE_2013_38

Séance du mardi 30 juillet 2013

Date de la convocation:

L'an deux mille treize et le trente juillet l'assemblée régulièrement convoquée, s'est réunie sous la présidence de YVES ARMAND,

Nombre de conseillers :

En exercice : 13

Présents : 7

Votants : 10

L'an deux mille treize et le trente juillet

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme).

S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie sous la présidence de Monsieur YVES ARMAND.

Date de la convocation :

PRESENTS : YVES ARMAND, CLAUDE OTTAVIANI, JEAN CLAUDE LAMARRE, CHRISTINE FOROT, GERALD CALVIER, NICOLE DUFOUR, ISABELLE MEJEAN

ABSENTS EXCUSES : HELENE CHARANCON, LUCE RICHARD

ABSENT NON EXCUSE : DAMIEN PAMBOUR

REPRESENTE : CLAUDE BASSET par YVES ARMAND, SYLVIE FAVIER par JEAN CLAUDE LAMARRE, JACQUES ROLLET par CHRISTINE FOROT

SECRETAIRE DE SEANCE : CHRISTINE FOROT

1. OBJET DE LA MODIFICATION

La commune de ST RESTITUT dispose d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé en conseil municipal du 29 septembre 2009. La commune souhaite modifier le PLU en vue d'apporter plusieurs modifications au règlement écrit.

Les objectifs consistent à :

-rappeler systématiquement l'existence de prescriptions au titre de la ZPPAUP

Il s'agit de rappeler dans la rédaction du règlement de chaque zone du PLU que des prescriptions et recommandations spécifiques s'appliquent au titre de la ZPPAUP (zone de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager) et s'imposent au PLU.

-homogénéiser certains points du règlement écrit

Il s'agit notamment de disposer d'un règlement cohérent entre certaines zones du PLU qui présentent des caractéristiques similaires (UC/UD, AUC/AUD,...) en homogénéisant certains points du règlement.

-apporter certaines précisions quant à la rédaction du règlement

Il s'agit notamment de préciser certains points du règlement en terme de colorimétrie des façades, de typologie des clôtures, de volumétrie des constructions, etc....

-modifier certains points réglementaires

Il s'agit notamment de limiter la hauteur des annexes ou des clôtures, d'ajuster à la marge certains retraits par rapport aux voies publiques, de raccordement des réseaux, etc...

-illustrer certaines prescriptions réglementaires

Il s'agit notamment d'intégrer un croquis illustrant des prescriptions réglementaires concernant les

toitures-terrasses en articulation de deux volumes de bâtiments et les toitures en croupe

-intégrer quelques actualisations réglementaires

Il s'agit notamment du remplacement des notions de SHON (surface hors oeuvre nette) et de SHOB (surface hors oeuvre brute) par la notion de "surface de plancher" suite à l'entrée en vigueur de l'ordonnance n°2011-1539 du 16 novembre 2011.

Il convient donc de modifier le règlement écrit du PLU pour prendre en compte l'ensemble de ces modifications.

2. PROCEDURE DE MODIFICATION

Compte tenu du fait que la modification envisagée décrite au paragraphe 1 :

-ne porte pas atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables mentionné à l'article L123.1.3

-ne réduit pas un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière ou une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,

-ne comporte pas de graves risques de nuisance,

la procédure de modification du PLU peut être utilisée au titre de l'article L123.13 du Code de l'urbanisme.

CHANGEMENTS INTERVENUS ENTRE LA PHASE "ENQUETE PUBLIQUE" ET LA PHASE "APPROBATION" DE LA MODIFICATION N°1 DU PLU

1. Prise en compte de l'avis du Préfet de la Drôme

1.1 L'identification des éléments du patrimoine communal a été réalisée, dans le cadre du PLU approuvé le 29/9/2009, sur la base de l'article L 123.1 7° du code de l'urbanisme. Suite à une évolution des textes de loi, cette disposition est réglementée à ce jour à l'article L123.1.5 7° du code de l'urbanisme. Cette référence, qui concerne les points 1, 9 et 10 du dossier de modification a été modifiée dans les pièces du dossier de modification du PLU.

1.2 Dans le rapport de présentation complémentaire, il est indiqué dans le préambule du chapitre 1 ("nature des modifications proposées, justification et descriptions") : *"l'ensemble des modifications apportées concerne le règlement écrit du PLU. Pour une meilleure lisibilité, les modifications apportées sont présentées article par article"*. Dans la mesure où le point n°17 de la modification concerne le règlement graphique (création d'une zone UE), la rédaction du préambule du chapitre 1 a été modifiée comme suit :

"l'ensemble des modifications apportées concerne quasi exclusivement le règlement écrit du PLU (sauf le point n°17 qui concerne le règlement graphique). Pour une meilleure lisibilité, les modifications apportées sont présentées article par article".

1.3 Les points n°7 et n°19 du dossier de modification portent sur une même modification (article 7 des zones UC et UD). Le point n°19 a donc été retiré du dossier de modification du PLU.

1.4 Autres points

1.4.1 Le point n°14 du projet de modification visait à limiter l'extension des constructions existantes à 33 % au lieu de 50 %. Cette disposition étant illégale (cf.avis du Préfet), la commune décide de ne pas modifier le PLU sur ce point. Le point n°14 est donc retiré du dossier de modification du PLU.

1.4.2 Le point n°13 du projet de modification visait à autoriser dans les zones A et N du PLU "la restauration d'un bâtiment dont il reste l'essentiel des murs porteurs lorsque son intérêt architectural ou patrimonial en justifie le maintien et sous réserve de respecter les principales caractéristiques de ce bâtiment", comme le prévoit l'article L111.3 du code de l'urbanisme. Cette disposition étant illégale (cf.avis du Préfet) la commune décide de ne pas modifier le PLU sur ce point. Le point n°13 et, de fait également une partie du point n°1, sont donc retirés du dossier de modification du PLU.

2. Prise en compte de l'enquête publique

Suite à l'enquête publique qui s'est déroulée du vendredi 1er mars 2013 au mardi 2 avril 2013, le commissaire enquêteur a remis un rapport daté du 15 avril 2013.

2.1 Avis du commissaire enquêteur sur les observations du public :
Aucun changement n'a été apporté au dossier d'approbation de la modification n°1 du PLU car le registre d'enquête n'a fait l'objet d'aucune réclamation écrite. IL est rappelé en outre que trois courriers annexes ont été adressés au commissaire enquêteur, mais ceux-ci ne concernaient pas l'objet de la modification n°1 du PLU.

2.2 Avis du commissaire enquêteur sur les observations des personnes publiques associées :
Le commissaire enquêteur rappelle notamment les points soulevés par le Préfet de la Drôme (voir le paragraphe 1).

2.3 Conclusions du commissaire enquêteur concernant le projet de modification n°1 du PLU :
Le commissaire enquêteur émis un avis favorable, sous "réserve". L'ensemble des réserves émises par le commissaire enquêteur ont été levées.

Levée de la réserve n°1

L'article référencé L123.1 7° a été actualisé. Désormais, il est référencé L123.1.5 7°

Levée de la réserve n°2

Les points n°13 et 14 ont été retirés du dossier de modification car il s'agissait de dispositions illégales.

Levée de la réserve n°3

Le point n°19 a été retiré du dossier de modification car il était déjà traité dans le point n°7.

Levée de la réserve n°4

Dans le rapport de présentation complémentaire, le préambule du chapitre 1 a été actualisé dans le sens demandé.

Considérant que le projet de modification n°1 du PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé :

Le conseil municipal après discussion et vote à l'unanimité :

- . DECIDE d'approuver le dossier de modification n°1 du PLU tel qu'il est annexé à la présente
- . DIT que la présente délibération fera l'objet, conformément aux articles R123.24 et R123.25 du code de l'urbanisme d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention dans un journal local.
- . DIT que conformément à l'article R123.25 du code de l'urbanisme, le PLU modifié est tenu à la disposition du public à la mairie de SAINT RESTITUT et à la Préfecture, aux heures et jours habituels d'ouverture.
- . DIT que la présente délibération et les dispositions résultant de la modification du PLU ne seront exécutoires dès sa réception par le Préfet et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Le Maire : Y.ARMAND



DEPARTEMENT DE LA DROME

**M A I R I E
de
SAINT RESTITUT**



St Restitut, le 28 août 2012

Jours et Heures d'ouverture :

*Lundi, Mercredi, Jeudi, Vendredi
de 9h à 12h
Mardi, Vendredi
de 14h30 à 18h*

Monsieur le Préfet
PREFECTURE DE LA DROME
3, boulevard Vauban
26030 VALENCE CEDEX 9

Téléphone : 04.75.04.71.71

Télécopie : 04.75.96.71.68

Courrier : secretariat@saintrestitut-mairie.fr

Site Internet : www.saintrestitut-mairie.fr

*Affaire suivie par Claude OTTAVIANI
Adjoint délégué à l'Urbanisme et l'Environnement*

Nos réf. : YA/CP

Objet : Mise à jour de la Révision Simplifiée N° 1 du PLU

Monsieur le Préfet,

Par courrier en date du 27/7/2011, vous avez été destinataire des documents relatifs à l'approbation de la révision simplifiée du PLU.

Cette révision simplifiée a été approuvée par délibération du 29/6/2011 afin de permettre la réalisation d'un parc photovoltaïque sur des terrains situés en zone AU et AUE du PLU, sans rapport avec le classement des parcelles 482, 483, 490 et 491 en zone agricole (A).

En effet, lors de la diffusion des plans graphiques mettant à jour le PLU applicable après révision simplifiée, une erreur sur le classement des parcelles est apparue. Les parcelles citées auparavant ont été classées en zone urbaine (UC).

Nous tenons à remercier M.QUEINEC, Responsable du Pôle Planification de la DDT de VALENCE qui nous a signalé cette erreur.

En conséquence, je vous fais parvenir les documents graphiques après mise à jour, remettant ainsi les parcelles 482, 483, 490 et 491 en zone agricole.

Vous en souhaitant bonne réception,

Je vous prie de croire, Monsieur le Préfet, à l'assurance de mes cordiales salutations.

Le Maire : Y.ARMAND



Valence, le

7 AOUT 2011

**COMMUNE DE ST RESTITUT
PLAN LOCAL D'URBANISME**

APPROBATION DE : LA REVISION SIMPLIFIEE N° 1

Objet : CARACTERE EXECUTOIRE DE L'ACTE

Nature et date de l'acte : Délibération du Conseil Municipal du 29 juin 2011

Date de transmission au Préfet : 7 juillet 2011

Mesures de publicité :

- a) Affichage en mairie : 5 juillet 2011
- b) Insertion dans la presse : 14 juillet 2011
- c) insertion au recueil des actes administratifs :

Contrôle de légalité

Date de la lettre au maire :

- Date à laquelle la délibération devient exécutoire	7 AOUT 2011
--	--------------------

Copie avec acte :

- UT De : Montélimar
-
- SATR / PP



DELIBERATION RECUPREF 26

07-07-11

**OBJET : PLU : APPROBATION REVISION SIMPLIFIEE
DU PLU (PARC PHOTOVOLTAIQUE)**

N° 66.11

Nombre de conseillers

En exercice : 14
Présents : 10
Votants : 14

L'an deux mille ONZE

Le **29 JUIN**

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT
S'est réuni en session ORDINAIRE, à la Mairie
sous la présidence de Monsieur Yves ARMAND

Date de la convocation : 21 juin 2011

ETAIENT PRESENTS : JC.LAMARRE – C.OTTAVIANI – C.FOROT – C.BASSET : adjoints
Mesdames L.RICHARD – H.CHARANCON
Messieurs J.ROLLET – D.GOUTTE – D.PAMBOUR

ETAIENT ABSENTS EXCUSES :

S.FAVIER : procuration à JC.LAMARRE
N.DUFOUR : procuration à L.RICHARD
I.MEJEAN : procuration à Y.ARMAND
G.CALVIER : procuration à C.FOROT

SECRETAIRE DE SEANCE : D.GOUTTE



Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L 123.10, L 123.13 et R 123.19,

Vu la délibération en date du 30 mars 2010 définissant les modalités de la concertation relative au projet donnant lieu à révision simplifiée du Plan Local d'Urbanisme,

Vu le procès verbal de la réunion des PPA (Personnes Publiques Associées) en date du 16 février 2011 portant sur l'examen conjoint du projet avec les personnes publiques associées,

Vu l'arrêté du maire en date du 24 février 2011 soumettant à enquête publique le projet de révision simplifiée du PLU et comprenant le procès-verbal de l'examen conjoint avec les personnes publiques associées et les avis des personnes publiques consultées,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire-enquêteur,

Vu le bilan de concertation présenté par le maire :

-conformément à la délibération du 30/3/2010 relatives aux dispositions mises en œuvre pour la concertation (articles dans la presse, affichage dans les lieux publics, dossier mis à disposition à la mairie)

-vu le compte rendu de la réunion publique en date du 16/2/2011,

-les modifications apportées résultent des remarques émises par les PPA,

-la commune note l'avis favorable du commissaire enquêteur sur le projet de PLU et suivra les recommandations émises, à savoir :

- . une validation finale du projet de création du parc photovoltaïque quand le tarif de rachat du kWh photovoltaïque des centrales sera clairement connu,
- . un montage financier accompagné par les services de l'Etat sur les plans juridique, administratif et économique.

Considérant que le projet de révision simplifiée du PLU tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être approuvé conformément aux articles susvisés du Code de l'Urbanisme,

RECU PREF 26

07-07-11

Le conseil municipal après discussion et vote : 11 voix POUR – 2 voix CONTRE et 1
ABSTENTION :

. DECIDE de tirer le bilan de la concertation et d'approuver le dossier de la révision simplifiée du
PLU, tels qu'il est annexé à la présente

. INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en mairie et le dossier
tenu à la disposition du public.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractère apparents dans un journal diffusé
dans le département.

. INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :

- dans un délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet, si celui-ci n'a notifié aucune
modification à apporter au dossier ou dans le cas contraire à compter de la prise en
compte de ces modifications,
- après accomplissement des mesures de publicité.

Certifié exécutoire,
Reçu en Préfecture
Le 12/7/2011
Publié ou Notifié le :
Délibéré les jours, mois et an
que dessus. Au registre sont les signatures.



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Direction départementale de l'Équipement
de la Drôme

Valence, le

16 NOV. 2009

COURRIER ARRIVÉ

Service Aménagement et Risques
Atelier d'Aménagement

27 NOV. 2009

Monsieur le maire de Saint Restitut
Mairie de Saint Restitut
Place du Colonel BERTRAND
26130 SAINT RESTITUT

Référence : SAR/AA/HC/L09-441

Affaire suivie par : Hélène CAPON

Tél. 04 75 79 75 24 - Fax : 04 75 42 87 54

Objet : approbation du plan local d'urbanisme

Suite à la délibération de votre Conseil Municipal en date du 29 septembre 2009, j'ai l'honneur de vous faire connaître que l'approbation du Plan Local d'Urbanisme de votre commune est exécutoire depuis le 9 novembre 2009.

Afin d'assurer la diffusion de ce document, il vous appartient de procéder à la duplication du dossier approuvé accompagné de l'ensemble des pièces officielles : délibérations, arrêtés, avis des personnes publiques, porter à connaissance le cas échéant, caractère exécutoire joint au présent courrier.

Vous en effectuerez ensuite la diffusion au moyen du modèle de lettre joint à ce courrier.

P/Le Chef du Service Aménagement et Risques
Le Responsable de l'Atelier d'Aménagement

T. QUEINEC

PJ : un dossier - un caractère exécutoire

Présent
pour
l'avenir

Horaires d'ouverture : 8h45-12h00 / 13h45-17h00 sauf vendredi fermeture à 16h00
Tél. : 33 (0) 4 75 79 75 29 - fax : 33 (0) 4 75 42 87 54
BP 1013 4 place Laennec
26015 VALENCE cedex

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE**

Nombre de Conseillers

**En exercice : 14
Présents : 14
Votants : 14**

L'an deux mille neuf
Le VINGT NEUF SEPTEMBRE
Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme)
sous la présidence de Monsieur Yves ARMAND

Date de la convocation : 21 SEPTEMBRE 2009

ETAIENT PRESENTS : JC.LAMARRE – C.OTTAVIANI – C.FOROT ;
adjoints
Mesdames L.RICHARD – S.FAVIER – N.DUFOUR – H.CHARANCON –
I.MEJEAN
Messieurs C.BASSET – D.PAMBOUR – G.CALVIER – D.GOUTTE –
J.ROLLET

SECRETAIRE DE SEANCE : D.GOUTTE

OBJET:
Modification
Zones DPU
(Droit de
Préemption
URbain)

Monsieur le Maire rappelle au conseil municipal les dispositions de la Loi n°85.729 du 18 juillet 1985 complétée par la Loi n°86.1290 du 23 décembre 1986 et la Loi n°87.557 du 17 juillet 1987 relative aux dispositions se rapportant au Droit de Préemption Urbain (DPU).

Vu les articles L 211.1 et suivants du code de l'Urbanisme,
Vu les articles R 211.1 et suivants du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération en date du 29 septembre 2009 approuvant le Plan Local d'Urbanisme (PLU)

Le conseil municipal peut décider d'instituer le DPU conformément aux textes en vigueur sur la totalité des zones urbaines (zones U) et d'urbanisation futures (zones AU) du territoire communal ou sur certaines parties d'entre elles seulement.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité DECIDE :
. D'APPLIQUER le droit de préemption urbain à la totalité des zones urbaines (zones U) et d'urbanisations futures (zones AU),

conformément au plan ci-annexé (référence : 4.1a annexé au dossier du PLU)

. DE DONNER délégation au maire, conformément à l'article L 2122.22-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour l'exercice du DPU sur le périmètre défini au plan ci-joint.

La présente délibération sera notifiée à Monsieur le Préfet de la Drôme.
Elle deviendra exécutoire lorsque toutes les formalités suivantes seront réalisées :

N° 68.09

1. affichage pendant un mois de la délibération, le point de départ étant celui du premier jour d'affichage,
2. après l'accomplissement des mesures de publicité prévues à l'article R 211.2 du Code de l'Urbanisme, à savoir la publication dans deux journaux diffusés dans le Département.

La présente délibération ANNULE et REMPLACE la délibération N°09.04 du 26 février 2004.

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture
Délibéré les jour, mois
et an que dessus.
Publié ou Notifié le :
Au Registre sont les signatures.

Le Maire : Y.ARMAND



PLU Saint-Restitut

4.1a Droit de Préemption Urbain

Délibérations	Modifications	
	Date	Objet
Prescription :		
Arrêt du projet :		
Approbation :		

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE**

Nombre de Conseillers

En exercice : 14

Présents : 14

Votants : 14

L'an deux mille neuf

Le VINGT NEUF SEPTEMBRE

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme)
sous la présidence de Monsieur Yves ARMAND

Date de la convocation : 21 SEPTEMBRE 2009

ETAIENT PRESENTS : JC.LAMARRE – C.OTTAVIANI – C.FOROT :
adjoints

Mesdames L.RICHARD – S.FAVIER – N.DUFOUR – H.CHARANCON –
I.MEJEAN

Messieurs C.BASSET – D.PAMBOUR – G.CALVIER – D.GOUTTE –
J.ROLLET

SECRETAIRE DE SEANCE : D.GOUTTE

OBJET:

Approbation
PLU et

SCHEMA
DIRECTEUR
D'ASSAINISSEMENT

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses article L 123.10 et R 123.19
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L
2224.10,

Vu la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux
usées,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5/12/2002 (N°99.02)
prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de
concertation en application de l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26/7/2007 (N°45.07)
arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan
de la concertation,

Vu l'arrêté du Maire en date du 25/10/2007 (N°83.07) soumettant à
enquête publique le projet de révision totale du PLU arrêté par le conseil
municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées, ainsi
que le schéma directeur d'assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 29/9/2009 (N°66.09)
Décidant d'apporter des modifications sur le projet de PLU et sur le
schéma directeur d'assainissement,

Considérant que le projet de révision du P.L.U. et le SCHEMA DIRECTEUR
D'ASSAINISSEMENT tels qu'ils sont présentés au conseil municipal sont
prêts à être approuvés conformément aux articles susvisés du Code de
l'Urbanisme et de la Loi sur L'Eau,

N°67.09

Après en avoir délibéré, le conseil municipal après vote à l'unanimité :

. DECIDE d'APPROUVER le PLU et le SCHEMA DIRECTEUR
D'ASSAINISSEMENT tels qu'ils sont annexés à la présente,

. INDIQUE que la présente délibération sera affichée pendant un mois en
Mairie et le dossier tenu à la disposition du public.

Mention de cet affichage sera, en outre, insérée en caractères apparents
dans un journal diffusé dans le département,

. INDIQUE que la présente délibération sera exécutoire :

-dans les communes couvertes par un SCOT approuvé

.à compter de sa réception en Préfecture après accomplissement des
mesures de publicité,

-dans les communes non couvertes par un SCOT approuvé

.dans le délai d'un mois suivant sa réception par le Préfet si celui-ci n'a
notifié aucune modification à apporter au dossier, ou dans le cas
contraire, à compter de la prise en compte de ces modifications,

. après accomplissement des mesures de publicité.

Certifié exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture
Délibéré les jour, mois
et an que dessus.
Publié ou Notifié le :
Au Registre sont les signatures.

Le Maire : Y.ARMAND



**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL ORDINAIRE**

Nombre de Conseillers

En exercice : 14

Présents : 14

Votants : 14

L'an deux mille neuf

Le VINGT NEUF SEPTEMBRE

Le conseil municipal de la commune de SAINT RESTITUT (Drôme)
sous la présidence de Monsieur Yves ARMAND

Date de la convocation : 21 SEPTEMBRE 2009

ETAIENT PRESENTS : JC.LAMARRE – C.OTTAVIANI – C.FOROT :
adjoints
Mesdames L.RICHARD – S.FAVIER – N.DUFOUR – H.CHARANCON –
I.MEJEAN
Messieurs C.BASSET – D.PAMBOUR – G.CALVIER – D.GOUTTE –
J.ROLLET

SECRETAIRE DE SEANCE : D.GOUTTE

OBJET:

Approbation
modification
après enquête
publique
PLU et
SCHEMA DIRECT.
ASSAINISSEMENT

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses article L 123.10 et R 123.19
Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment l'article L
2224.10,

Vu la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992,

Vu le décret du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux
usées,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 5/12/2002 (N°99.02)
prescrivant la révision du P.L.U. et définissant les modalités de
concertation en application de l'article L 300.2 du Code de l'Urbanisme,

Vu la délibération du conseil municipal en date du 26/7/2007 (N°45.07)
arrêtant le projet de révision du Plan Local d'Urbanisme et tirant le bilan
de la concertation,

Vu l'arrêté du Maire en date du 25/10/2007 (N°83.07) soumettant à
enquête publique le projet de révision totale du PLU arrêté par le conseil
municipal et comprenant les avis des personnes publiques associées ainsi
que le schéma directeur d'assainissement,

Vu le rapport de l'enquête et les conclusions du commissaire enquêteur,

Après en avoir délibéré, le conseil municipal après vote à l'unanimité :

. DECIDE de modifier le projet de PLU soumis à l'enquête publique ainsi
que le schéma directeur d'assainissement, conformément au document
annexé,

N° 66.09

, DEMANDE à Monsieur le Maire de mettre au point le dossier définitif de
PLU et de ZONAGE ASSAINISSEMENT en vue de son approbation
définitive.

Ce document est exécutoire

Reçu en Préfecture
ou Sous-Préfecture
Délibéré les jour, mois
et an que dessus.
Publié ou Notifié le :
Au Registre sont les signatures.

Le Maire : Y.ARMAND



Modifications après enquête publique des projets :
« Révision du Plan Local d'Urbanisme (PLU) » et « Schéma Directeur Assainissement (SDA) »

1- Modifications relatives à la prise en compte des risques naturels (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

- 1.1 Il a été ajouté dans le règlement des zones A et N (Articles A 6 et N 6) du PLU qu'une bande de 100 m est inconstructible tout le long du Lauzon de part et d'autre de l'axe du ruisseau.
Dans cette bande de 100 m, toute construction nouvelle est interdite en dehors de garages et d'abris de jardins d'une superficie maximum de 20m². Les extensions limitées des constructions existantes est autorisée à condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au-dessus du fil de l'eau. Les clôtures seront avec un simple grillage et sans mur bahut pour permettre le libre écoulement. Les sous-sols ainsi que le stockage de produits polluants ou dangereux sont interdits.
- 1.2 Les dispositions générales figurant à l'article 5 du règlement ont été mises à jour en définissant plus précisément les contraintes applicables aux secteurs affectés par le risque d'inondation (R1 et R2) ainsi que le secteur affecté par le risque de glissement de terrains (R3).
- 1.3 Il a été ajouté aux contraintes applicables aux secteurs affectés par le risque d'inondation ainsi que le secteur affecté par le risque de glissement de terrains les éléments suivants :
 - dans le secteur R3 à risque de glissements de terrains, le déboisement est interdit (Article UC2)
 - dans le secteur R1 les prescriptions intègrent (Article A1) :
 - a) l'interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors de garages et d'abris de jardin d'une superficie maximale de 20m²
 - b) l'autorisation des extensions limitées des constructions existantes à la condition que le niveau du plancher soit situé à 3m au-dessus du fil de l'eau
 - dans les secteurs R1 et R2 les prescriptions intègrent le principe que les clôtures seront avec un simple grillage et sans mur bahut pour permettre le libre écoulement.
- 1.4 La légende du plan de zonage précise que le secteur R1 concerne un risque fort, que le secteur R2 concerne un risque moyen.
- 1.5 Le long de la Roubine, l'emprise inondable définie dans l'étude récente du SIVOM du Tricastin à l'échelle du bassin versant de la Roubine a été portée au plan de zonage avec une trame R2 (risque moyen). L'emprise de l'aléa inondation en risque fort qui était issu de l'atlas des zones inondables de la Drôme a été maintenue en risque fort (R1).

2- Modifications relatives à la prise en compte des risques technologiques (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

- 2.1 Les zones de risques liées au passage d'une canalisation de gaz (trame de risque « t1 ») et au passage d'une canalisation de transport de matières dangereuses de la Société Pipeline Méditerranée Rhône (trame de risque « t2 ») ont été reportées au plan de zonage.
- 2.2 Il a été ajouté dans les dispositions générales du règlement (Article 3) les contraintes applicables aux secteurs affectés par le risque technologique.

3- Modifications relatives à la prise en compte de l'environnement (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

- 3.1 Les continuités écologiques (assurées notamment par la ripisylve du Lauzon) ont été représentées graphiquement en zone naturelle dans le plan de zonage.
- 3.2 La ripisylve du Lauzon a été ajoutée à la liste des éléments du patrimoine à protéger au titre de l'article L123-1-7 du Code de l'urbanisme (rapport de présentation, p. 139).
- 3.3 Le rapport de présentation a été complété sur la question des déchets (rapport de présentation, p. 44).
- 3.4 Il a été précisé dans chaque zone du règlement que les éoliennes sont interdites dans toutes les zones du PLU.

4- Modifications relatives à la prise en compte de l'agriculture (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

- 4.1 Le rapport de présentation a été mis à jour concernant les exploitations agricoles et le remembrement agricole (p.34). Il précise aussi (p. 144) que le bâtiment situé en zone A faisant l'objet d'un changement de destination ne crée pas de gêne pour l'exploitation agricole.

4.2 Le règlement de la zone agricole a été mis à jour et simplifié et la hauteur des bâtiments agricoles a été limitée à 10m.

5- Modifications relatives à la prise en compte de l'assainissement (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

5.1 Le schéma général d'assainissement a été réactualisé. A noter que la zone UD est caractérisée par le recours à l'assainissement autonome (conformément à ce qui a été validé en réunion du 20 mai 2008 avec les personnes publiques associées)

6- Modifications relatives à la prise en compte de l'habitat (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

6.1 Un programme de logements attendus résultant de la servitude L123-2d a été défini (rapport de présentation, p. 143).

7- Modifications relatives à la prise en compte des loisirs (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

7.1 Le rapport de présentation a été complété afin que les chemins ruraux concernés par le PDIPR soient mentionnés (p. 48-49).

8- Modifications relatives au rapport de présentation (demandes résultant de l'initiative de la commune)

8.1 La description de la situation budgétaire de la commune a été complétée (rapport de présentation, p. 37).

9- Modifications relatives au règlement (demandes résultant de l'avis des personnes publiques associées)

9.1 La référence au risque d'inondation a été supprimée de l'article UC10 (de même pour l'article AUC10)

9.2 L'article 4 de la zone AUC et les dispositions de l'article 11 comportant des mentions sur l'utilisation ou l'interdiction de matériaux spécifiques (tuile canal, madrier, rondin) ont été corrigés.

9.3 L'article N2 du règlement a été corrigé afin d'interdire les constructions à destination d'activités forestières dans l'ensemble de la zone N.

9.4 Le règlement de la zone A 'p' a été modifié afin de permettre une extension mesurée des sièges d'exploitation et des bâtiments agricoles existants. L'objectif est de ne pas les paralyser.

9.5 Un sous-secteur UA 'r' a été ajouté au règlement. Voir le § 10.7.

9.6 Des adaptations mineures ont été apportées au règlement du PLU afin de corriger certaines erreurs et/ou d'apporter certaines précisions ne modifiant pas l'économie générale du PLU.

10- Modifications relatives au plan de zonage dans l'intérêt général de la commune

10.1 Les parcelles 69 et 70 au nord du lieu-dit 'La Palud des pierres' ne sont pas classées en EBC car elles ne correspondent ni à un secteur boisé existant, ni à créer (demande résultant de l'avis des personnes publiques associées).

10.2 Les parcelles n°144 et 386 ont été retirées de l'emplacement réservé n°8 pour la réalisation d'un bassin d'expansion de la Roubine car la topographie est inadaptée (demande résultant de l'enquête publique et soutenue par le commissaire enquêteur).

10.3 L'emplacement réservé n°11 a été supprimé suite à l'abandon de l'assainissement collectif en zone UD du Plateau (les Buisses, les Closes, Planès, les Pieux, la Bistoure, ...) au profit de l'assainissement autonome (demande résultant de l'enquête publique).

10.4 Un nouvel emplacement réservé a été créé sur le secteur de Costossebas en vue de la création d'un bassin de rétention-décantation, suite aux conclusions d'une étude de Géo+ réalisée en mai 2009. Ce nouvel emplacement réservé portera le n°11.

10.5 L'emplacement réservé n°5 a été étendu à la parcelle n°385 afin d'assurer une meilleure cohérence globale au projet.

10.6 Les parcelles n°892 et 893 situées Chemin des Pieux ont été classées en zone N du fait de la topographie du terrain qui rend ces parcelles difficilement aménageables (demande résultant de l'enquête publique et soutenue par le commissaire enquêteur).

- 10.7 La parcelle n°897 au lieu dit Les Fleux a été rendue partiellement constructible car la parcelle s'inscrit en continuité de l'urbanisation existante de la zone UD (demande résultant de l'enquête publique et soutenue par le commissaire enquêteur).
- 10.8 Une trame 'p' de protection paysagère a été ajoutée (demande résultant de l'initiative de la commune, dans l'intérêt général) :
- au niveau des parcelles situées autour du chemin de la chapelle du Saint Sépulture classées en N afin de rendre plus cohérente la trame 'p' déjà représentée à proximité immédiate ;
 - en bordure du coteau (plaine du Lauzon, combe Grenières) où la hauteur des constructions a été limitée à un rez-de-chaussée afin de prendre en compte la sensibilité paysagère.
- 10.9 L'auberge du Tricastin dans le Village a été classée en zone UA Indiciee 'r' pour 'activité hôtelière' car la volonté communale est de maintenir et de conforter l'activité économique de restauration et d'hôtellerie sur les parcelles 221, 222, 223 et 224 (demande résultant de l'initiative de la commune; dans l'intérêt général).
- 10.10 L'emplacement réservé n°8 apparaissait à deux reprises sur le document graphique. Cette erreur graphique a été corrigée (demande résultant de l'initiative de la commune, dans l'intérêt général).
- 10.11 Les abords immédiats du bourg ancien entre le chemin de la Baume et la route venant de Bollène, composés de jardins potagers en terrasses sont d'un grand intérêt patrimonial et doivent être protégés de toute urbanisation nouvelle. Ils ont donc été classés en zone naturelle avec une trame 'p' de sensibilité paysagère (demande résultant de l'initiative de la commune, dans l'intérêt général).
- 10.12 La parcelle D573 au lieu-dit La Rouvettette a été classée en zone naturelle car le bâtiment implanté n'est plus un siège d'exploitation et que la zone naturelle, limitrophe à cette parcelle, peut être étendue sans difficulté (demande résultant de l'enquête publique pour laquelle le commissaire enquêteur n'a pas formulé d'avis).
- 10.13 La parcelle n°1205 située lieu-dit Planès a été rendue partiellement constructible car elle s'inscrit pour partie dans la continuité de l'espace urbanisable de la zone UD (demande résultant de l'enquête publique pour laquelle le commissaire enquêteur n'a pas émis d'avis).
- 10.14 Le zonage des parcelles G482, G483, G490, G491 et une partie de la G489 (lieu-dit Croze ouest) a évolué de UC à A (agricole) car il s'agit de parcelles à bon potentiel agricole. Leur destination est donc d'être zonée en zone agricole, en cohérence avec l'objectif du PADD : « Valoriser l'activité agricole, porteuse de l'identité rurale de la commune en préservant les espaces agricoles de bon potentiel (îlots d'exploitation dynamiques, truffières, terres viticoles, ...) » (il s'agit de rectifier une erreur de tracé de la commune).

11- Modifications relatives aux orientations d'aménagement

- 11.1 L'orientation manquante de la zone AUD a été ajoutée suite à un oubli (demande résultant de l'initiative de la commune, dans l'intérêt général).

Il convient en outre de noter qu'une **remarque formulée lors de l'enquête publique pour laquelle le Commissaire enquêteur a émis un avis favorable n'a pas été prise en compte**. Il s'agit de :

- la demande de M. Parrodi Jean-Pierre consiste à zoner la parcelle n°63 au lieu-dit Les Conches en zone urbaine UD.

Considérant que :

- la sensibilité paysagère du site a conduit la commune à interdire toute urbanisation nouvelle sur ce secteur déjà mité en le classant en zone naturelle au PLU (donc inconstructible),
- ce secteur est inscrit dans la ZPPAUP en zone 2.2 qui correspond à l'« écrin villageois » caractérisé par un relief boisé en covisibilité avec le village et dont il faut conserver le caractère naturel prédominant des versants en le soustrayant au développement urbain dispersé et en conservant les éléments de patrimoine,
- la continuité dans le temps du désir de construire de M. Parrodi ne constitue pas une raison suffisante pour accéder à sa demande au regard de l'intérêt général de la préservation du secteur explicité ci-dessus,
- de plus, la zone du chemin de la chapelle du Saint-Sépulcre est définie dans le dossier SDA (Schéma Directeur Assainissement) comme très défavorable à l'assainissement individuel et la

création d'un collecteur de tout à l'égout dans ce secteur serait techniquement difficile à réaliser compte tenu de la topographie des lieux et très coûteux
la commune décide de ne pas accéder à la demande de M. Parodi et de maintenir la parcelle n°63 en zone naturelle.

Les autres demandes formulées lors de l'enquête publique que la commune n'a pas jugées opportunes d'intégrer, et pour lesquelles le Commissaire enquêteur n'a pas exprimé d'avis, n'ont pas été retenues.

PREFECTURE DE LA DROME

ARRETE N° 748

LE PREFET DE LA DROME Chevalier de la Légion d'Honneur Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la construction et de l'habitation, et notamment son article R 111-4-1,

Vu la loi n° 92-1444 du 31 Décembre 1992 relative à la lutte contre le bruit, et notamment ses articles 13 et 14,

Vu le décret n° 95-20 pris pour application de l'article L 111-11-1 du code de la construction et de l'habitation et relatif aux caractéristiques acoustiques de certains bâtiments autres que d'habitation et leurs équipements,

Vu le décret 95-21 relatif au classement des infrastructures de transports terrestres et modifiant le code de l'urbanisme et le code de la construction et de l'habitation,

Vu l'arrêté du 9 janvier 1995 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement,

Vu l'arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transports terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit,

Vu les avis formulés par les communes entre le 30 Octobre et le 20 Décembre 1998,

Vu le rapport du Directeur Départemental de l'Equipeement en date du 20 Janvier 1999,

Arrête :

Article 1-

Les dispositions des articles 2 à 4 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé sont applicables dans le département de la Drôme aux abords du tracé des infrastructures de transports terrestres mentionnées à l'article 2 du présent arrêté et représentés sur les plans joints en annexe.

Article 2

Les tableaux suivants donnent pour chacun des tronçons d'infrastructures mentionnés, le classement dans une des cinq catégories définies dans l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé, la largeur des secteurs affectés par le bruit, ainsi que le type de tissu urbain.

Ces tableaux sont classés dans l'ordre suivant :

1 - Classement des routes nationales

2 - Classement des routes départementales hors limite d'agglomération des communes de Valence, Bourg lès Valence, Romans sur Isère, Bourg de Péage, Montélimar et Pierrelatte.

3 - Classement des autoroutes A7 et A49

REPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Egalité Fraternité

1

1 - CLASSEMENT DES ROUTES NATIONALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 7 Drôme Nord	PR 0.000 à PR 28.000	SAINT RAMBERT D'ALBON CROZES HERMITAGE ANDANCETTE BEAUSEMBLANT LAVEYRON SAINT VALLIER PONSAS SERVES SUR RHONE EROME GERVANS TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain centre	PR 28.000 à PR 28.700	TAIN L'HERMITAGE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sortie Tain	PR 28.700 à PR 30.140	TAIN L'HERMITAGE	3	100 m	ouvert
RN 7 Tain sud	PR 30.140 à PR 36.140	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE	2	250 m	ouvert
RN 7 Pont d'Isère	PR 36.140 à PR 37.200	PONT D'ISERE	3	100 m	ouvert
RN 7 Sud Pont d'Isère	PR 37.200 à PR 45.000	PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence	PR 45.000 à PR 48.770	BOURG LES VALENCE VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 7 Portes les valence	PR 48.770 à PR 49.565	VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 7 Valence sud	PR 49.565 à PR 56.340	VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 La Paillasse	PR 56.340 à PR 56.780	ETOILE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Etoile	PR 56.780 à PR 63.200	ETOILE SUR RHONE LIVRON	3	100 m	ouvert
RN 7 Livron centre	PR 63.200 à PR 64.640	LIVRON	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Livron	PR 64.640 à PR 66.175	LIVRON LORJOL	2	250 m	ouvert
RN 7 sud Loriol	PR 66.175 à PR 72.240	LORJOL CLIOUSCLAT SAULCE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RN 7 Saulce centre	PR 72.240 à PR 73.000	SAULCE SUR RHONE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Saulce	PR 73.000 à PR 76.700	SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 tourettes 1	PR 76.700 à PR 77.000	LES TOURETTES	2	250 m	ouvert
RN 7 tourettes 2	PR 77.000 à PR 77.700	LES TOURETTES	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Tourettes	PR 77.700 à PR 78.700	LES TOURETTES LA COUCOURDE	2	250 m	ouvert
RN 7 Coucourde	PR 78.700 à PR 80.550	LA COUCOURDE	2	250 m	profil en "U"
RN 7 sud Coucourde	PR 80.550 à PR 85.000	LA COUCOURDE SAVASSE	2	250 m	ouvert
RN 7 savasse	PR 85.000 à PR 85.960	SAVASSE	3	100 m	ouvert
RN 7 sud Drôme	PR 85.960 à PR 114.400	SAVASSE MONTELMAR CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE PIERRELATTE	2	250 m	ouvert
RN 7 limite vaucluse	PR 114.400 à PR 118.607	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RN 507	PR 0.000 à PR 0.340	VALENCE	3	100 m	ouvert
RN 1532	PR 0.000 à PR 9.952 (totalité)	VALENCE MALISSARD CHABEUIL	2	250 m	ouvert
DEVIATION DE BOURG LES VALENCE	TOTALITE	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE BOURG LES VALENCE	2	250 m	ouvert
RN 532 (1)	PR 5.000 à PR 17.540	VALENCE SAINT MARCEL LES VALENCE ALDXAN BOURG DE PEAGE CHATEAUNEUF SUR ISERE	2	250 m	ouvert
RN 532 (2)	PR 17.540 à PR 18.520	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RN 532 (3)	PR 18.520 à PR 20.790	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET	4	30 m	ouvert
RN 532 (4)	PR 20.790 à PR 35.390	BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN SAINT NAZAIRE EN ROYANS	3		ouvert
RN 532 (5)	PR 35.390 à PR 35.495	SAINT NAZAIRE EN ROYANS	2	250 m	profil en "U"
RN 102 (1)	PR 0.000 à PR 1.250	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RN 102 (2)	PR 1.250 à PR 3.835	MONTELMAR	2	250 m	ouvert
RN 92 (1)	PR 0.000 à PR 0.500	BOURG DE PEAGE	3	100 m	profil en "U"
		ROMANS SUR ISERE			
RN 92 (2)	PR 0.500 à PR 2.370	ROMANS SUR ISERE	4	30 m	ouvert
RN 92 (3)	PR 2.370 à PR 7.000	ROMANS SUR ISERE SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92 (4)	PR 7.000 à PR 7.200	SAINT PAUL LES ROMANS	2	250 m	profil en "U"
RN 92 (5)	PR 7.200 à PR 8.538	SAINT PAUL LES ROMANS	3	100 m	ouvert
RN 92A	PR 0.000 à PR 1.800	ROMANS SUR ISERE CHATUZANGE LE GOUBET	3	100 m	ouvert
RN 95	PR 0.144 à PR 2.698	TAIN L'HERMITAGE MERCUROL	3	100 m	ouvert
RN 304	PR 0.000 à PR 4.000	LORJOL	3	100 m	ouvert
RN 75	PR 0.000 à PR 9.550	LUS LA CROIX HAUTE	3	100 m	ouvert

2 - CLASSEMENT DES ROUTES DEPARTEMENTALES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de Ussu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 1	PR 5.680 à PR 7.500	ANNEYRON	3	100 m	ouvert
RD 1	PR 7.500 à PR 8.300	ANNEYRON	4	30 m	ouvert
RD 1	PR 8.300 à PR 9.0	ANNEYRON	4	30 m	profil en "U"
RD 6	PR 0.800 à PR 2.516	MONTELMAR	4	30 m	ouvert
RD 6	PR 2.516 à PR 3.0	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 0.0 à PR 1.300	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 1.300 à PR 2.129	BOURG LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 7	PR 2.129 à PR 2.354	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 7	PR 2.354 à PR 2.517	BOURG LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 2.517 à PR 3.760	VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 3.760 à PR 5.528	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 5.528 à PR 6.500	PORTES LES VALENCE	3	100 m	profil en "U"
RD 7	PR 6.500 à PR 7.802	PORTES LES VALENCE	4	30 m	ouvert
RD 7	PR 7.802 à PR 9.347	ETOILE SUR RHONE	4	30 m	ouvert
RD 11	PR 1.735 à PR 4.220	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 0.0 à PR 0.878	SAINT VALLIER	4	30 m	ouvert
RD 51	PR 0.878 à PR 1.256	SAINT VALLIER	3	100 m	ouvert
RD 51	PR 1.256 à PR 3.880	SAINT BARTHELEMY DE VALS	3	100 m	ouvert
RD 51A	PR 0.0 à PR 0.675	SAINT VALLIER	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 7.343 à PR 9.359	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.359 à PR 9.500	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 53	PR 9.500 à PR 9.700	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	profil en "U"
RD 53	PR 9.700 à PR 12.334	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 9.830 à PR 10.518	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 10.518 à PR 11.196	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 11.196 à PR 12.506	SAINT RESTITUT	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 12.506 à PR 18.200	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 18.200 à PR 19.280	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 19.280 à PR 19.448	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 59	PR 22.800 à PR 25.765	PIERRELATTE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 2.819 à PR 3.430	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 68	PR 3.430 à PR 10.333	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.435 à PR 12.477	SOLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 71	PR 12.477 à PR 14.421	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 1.920 à PR 2.984	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 2.984 à PR 6.440	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 73	PR 6.440 à PR 7.200	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.200 à PR 7.500	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	profil en "U"
RD 73	PR 7.500 à PR 7.785	CHATEAUNEUF DU RHONE	4	30 m	ouvert
RD 73	PR 7.785 à PR 8.860	CHATEAUNEUF DU RHONE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 11.880 à PR 13.915	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 13.915 à PR 15.524	CREST	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 15.524 à PR 18.340	CREST	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 18.340 à PR 20.395	AOUSTE SUR SYE	4	30 m	ouvert
RD 93	PR 20.395 à PR 21.895	AOUSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 21.895 à PR 27.760	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 27.760 à PR 32.740	SAILLANS	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 32.740 à PR 36.0	ESPEL	3	100 m	ouvert
RD 93	PR 36.0 à PR 38.122	VERCHENY	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 16.191 à PR 17.175	SUZE LA ROUSSE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 23.800 à PR 24.152	TULETTE	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 24.152 à PR 24.700	TULETTE	4	30 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 94	PR 24.700 à PR 25.100	TULETTE	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 25.100 à PR 25.658	TULETTE	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 38.310 à PR 39.450	VINSOBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 39.450 à PR 42.811	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 42.811 à PR 44.310	NYONS	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 44.310 à PR 44.996	NYONS	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 44.996 à PR 47.000	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000 à B129 à PR 47.800	AUBRES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 47.000 à PR 49.370	AUBRES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 49.370 à PR 50.400	PILLES	4	30 m	ouvert
RD 94	PR 50.400 à PR 50.800	PILLES	3	100 m	profil en "U"
RD 94	PR 50.800 à PR 51.150	PILLES	3	100 m	ouvert
RD 94	PR 51.150 à PR 51.760	CONDORCET	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 0.0 à PR 2.145	CREST	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 2.145 à PR 3.300	DNAJEU	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 3.300 à PR 6.725	CHABRILLAN	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 6.725 à PR 8.620	GRANES	3	100 m	ouvert
RD 104	PR 16.820 à PR 18.0	LORIOL	2	250 m	profil en "U"
RD 104	PR 18.0 à PR 19.813	LORIOL	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 0.0 à PR 2.198	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 2.198 à PR 5.185	PORTES LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 5.185 à PR 6.680	BEAUVALLON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 6.680 à PR 11.555	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 11.555 à PR 13.700	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 13.700 à PR 14.500	MONTOISON	2	250 m	profil en "U"
RD 111	PR 14.500 à PR 16.415	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.415 à PR 16.465	UPIE ALLEX	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 16.465 à PR 17.350	MONTOISON	3	100 m	ouvert
RD 111	PR 17.350 à PR 19.760	EURRE	3	100 m	ouvert
RD 111A	PR 2.0 à PR 2.909	ETOILE SUR RHONE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.0 à PR 9.758	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 9.758 à PR 11.570	ROUSSAS	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 11.570 à PR 14.674	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 133	PR 14.674 à PR 15.460	MALATAVERNE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 0.0 à PR 2.430	CREST	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 2.430 à PR 4.670	AOSTE SUR SYE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 4.670 à PR 8.225	PIEGROS LA CLASTRE	3	100 m	ouvert
RD 164	PR 8.225 à PR 8.285	MIRABEL ET BLACONS	3	100 m	ouvert
RD 220A	PR 0.0 à PR 1.678	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 238	PR 0.0 à PR 1.759	DIE	4	30 m	ouvert
RD 261	PR 3.57 à PR 4.871	MONTELEGER	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 4.871 à PR 10.0	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 261	PR 10.0 à PR 13.534	VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 268	PR 0.0 à PR 3.0	BOURG LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 3.0 à PR 7.28	LA ROCHE DE GLUN	3	100 m	ouvert
RD 268	PR 7.28 à PR 7.911	LA ROCHE DE GLUN	4	30 m	ouvert
RD 414	PR 0.0 à PR 0.294	GRIGNAN	3	100 m	profil en "U"
RD 432	PR 0.0 à PR 2.0	VALENCE	2	250 m	ouvert
RD 432	PR 2.0 à PR 4.97	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 432	PR 4.97 à PR 5.186	SAINT MARCEL LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 432	PR 5.186 à PR 5.394	SAINT MARCEL LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.0 à PR 0.165	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 0.165 à PR 5.254	LA GARDE ADHEMAR	3	100 m	ouvert
RD 458	PR 5.254 à PR 8.741	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 0.0 à PR 3.592	MERCUROL	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.592 à PR 3.831	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 3.831 à PR 4.327	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 4.327 à PR 4.741	CHANOS CURSON	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 4.741 à PR 5.360	CHANOS CURSON	2	250 m	profil en "U"
RD 532	PR 5.360 à PR 7.104	BEAUMONT MONTEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.104 à PR 7.344	CLERIEUX	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.344 à PR 7.430	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 7.430 à PR 9.939	GRANGES LES BEAUMONT	4	36 m	ouvert
RD 532	PR 9.939 à PR 10.351	GRANGES LES BEAUMONT	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 10.351 à PR 11.71	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 532	PR 11.71 à PR 13.770	PEYRINS	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 29.444 à PR 30.417	PEYRINS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 30.417 à PR 32.45	MOURS SAINT EUSEBE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 32.45 à PR 32.345	MOURS SAINT EUSEBE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 32.345 à PR 33.77	ROMANS SUR ISERE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.77 à PR 33.691	ROMANS SUR ISERE	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 33.691 à PR 33.699	BOURG DE PEAGE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 33.699 à PR 36.0	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 36.0 à PR 38.792	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 38.792 à PR 41.384	ALIXAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 41.384 à PR 42.321	ALIXAN	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 42.321 à PR 43.350	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 43.350 à PR 45.763	MONTELMAR	2	250 m	profil en "U"
RD 538	PR 45.763 à PR 46.331	CHABEUIL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 46.331 à PR 47.227	MONTVENDRE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 47.227 à PR 52.432	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 52.432 à PR 55.590	UPIE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 55.590 à PR 59.892	VAUNAVEYS LA ROCHETTE	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 59.892 à PR 60.820	CREST	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 60.820 à PR 67.345	VENTEROL	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 67.345 à PR 70.400	NYONS	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 130.873 à PR 135.950	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 135.950 à PR 138.280	MIRABEL AUX BARONNIES	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 144.920 à PR 145.500	PIEGON	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 145.500 à PR 145.600	MONTMEYRAN	3	100 m	profil en "U"
RD 538	PR 145.600 à PR 147.50	MONTMEYRAN	3	100 m	ouvert
RD 538	PR 147.50 à PR 149.364	MONTMEYRAN	4	100 m	ouvert
RD 538A	PR 3.300 à PR 4.000	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 4.000 à PR 5.500	BEAUMONT LES VALENCE	2	250 m	profil en "U"
RD 538A	PR 5.500 à PR 5.630	MALISSARD	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 5.630 à PR 7.500	BEAUMONT LES VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 7.500 à PR 8.200	VALENCE	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 8.200 à PR 12.57	VALENCE	4	20 m	ouvert
RD 538A	PR 12.57 à PR 12.373	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.373 à PR 12.700	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 538A	PR 12.700 à PR 14.950	MONTELMAR	3	100 m	ouvert
RD 540	PR 4.100 à PR 5.217	MONTELMAR	4	20 m	ouvert

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
RD 540	PR 5.217 à PR 10.390	MONTBOUCHER SUR JABRON	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 10.390 à PR 11.0	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 11.0 à PR 11.950	LA BATIE ROLLAND	3	100 m	profil en "U"
RD 540	PR 11.950 à PR 13.129	LA BATIE ROLLAND	4	30 m	ouvert
RD 540	PR 13.129 à PR 16.515	LA BEGUDE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 0.650 à PR 3.624	DONZERE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 3.624 à PR 4.190	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 5.880 à PR 6.75	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 6.75 à PR 8.286	GRANGES GONTARDES	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.286 à PR 8.312	GRANGES GONTARDES	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 8.312 à PR 7.496	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 7.496 à PR 8.800	VALAURIE	4	30 m	ouvert
RD 541	PR 8.800 à PR 8.888	VALAURIE	2	250 m	profil en "U"
RD 541	PR 8.888 à PR 9.0	VALAURIE	3	100 m	profil en "U"
RD 541	PR 9.0 à PR 12.98	VALAURIE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.98 à PR 12.658	REAUVILLE	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 12.658 à PR 13.839	CHANTEMERLE LES GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 13.839 à PR 19.770	GRIGNAN	3	100 m	ouvert
RD 541	PR 19.770 à PR 20.465	SAINT PANTALEON LES VIGNES	3	100 m	ouvert

3 - AUTOROUTES :

Nom de l'infrastructure	Délimitation du tronçon	Communes concernées	Catégorie de l'infrastructure	Largeur des secteurs affectés par le bruit	Type de tissu (rue en "U" ou tissu ouvert)
AUTOROUTE A7	PR 25.280 à PR 142.610	SAINT RAMBERT D'ALBON ALBON BEAUSEMBLANT SAINT UZE SAINT BARTHELEMY DE VALS CHANTEMERLE LES BLES LARNAGE MERCUROL LA ROCHE DE GLUN PONT D'ISERE CHATEAUNEUF SUR ISERE BOURG LES VALENCE VALENCE PORTES LES VALENCE ETOILE SUR RHONE LVRON LORJOL SAULCE SUR RHONE LES TOURETTES LA COUCOURDE SAVASSE SAINT MARCEL LES SAUZET SAUZET MONTBOUCHER SUR JABRON ESPELUCHE ALLAN CHATEAUNEUF DU RHONE MALATAVERNE DONZERE GRANGES GONTARDES LA GARDE ADHEMAR SAINT PAUL TROIS CHATEAUX	1	300 m	ouvert
AUTOROUTE A45		BOURG DE PEAGE CHATUZANGE LE GOUBET BEAUREGARD BARET JAILLANS EYMEUX HOSTUN LA BAUME D'HOSTUN	2	250 m	ouvert

La largeur des secteurs affectés par le bruit correspond à la distance mentionnée dans le tableau ci-dessus, comptée de part et d'autre de l'infrastructure :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaire, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 3

Les bâtiments d'habitation, les bâtiments d'enseignement, les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale, ainsi que les bâtiments d'hébergement à caractère touristique à construire dans les secteurs affectés par le bruit mentionnés à l'article 2 doivent présenter un isolement acoustique minimum contre les bruits extérieurs conformément aux décret 95-20 et 95-21 susvisés.

Pour les bâtiments d'habitation, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 à 9 de l'arrêté du 30 mai 1996 susvisé.

Pour les bâtiments d'enseignement, l'isolement acoustiques est déterminé selon les articles 5 et 8 de l'arrêté du 9 janvier 1995 susvisé.

Pour les bâtiments de santé, de soins et d'action sociale et les bâtiments d'hébergement à caractère touristique, l'isolement acoustiques est déterminé conformément aux arrêtés pris en application du décret 95-20 susvisé.

Des copies des arrêtés du 30 mai 1996 et du 9 janvier 1995 sont annexées au présent arrêté.

Article 4

Les niveaux sonores que les constructeurs sont tenus de prendre en compte pour la détermination de l'isolation acoustique des bâtiments à construire inclus dans les secteurs affectés par le bruit définis à l'article 2 sont :

CATEGORIE	Niveau sonore au point de référence, en période diurne (en dB(A))	Niveau sonore au point de référence, en période nocturne (en dB(A))
1	83	78
2	79	74
3	73	68
4	68	63
5	63	58

Ces niveaux sonores sont évalués en des points de référence situés, conformément à la norme NF S 31-130 « cartographie du bruit en milieu extérieur », à une hauteur de 5 mètres au dessus du plan de roulement et :

- à 2 mètres en avant de la ligne moyenne des façades pour les rues en « U »;
- à une distance de l'infrastructure* de 10 mètres, augmentés de 3 dB(A) par rapport à la valeur en champ libre pour les tissus ouverts, afin d'être équivalents à un niveau en façade. L'infrastructure est considérée comme rectiligne, à bords dégagés, placée sur un sol horizontal réfléchissant.

Les notions de rue en « U » et de tissu ouvert sont définies dans la norme citée précédemment .

* Cette distance est mesurée :

- pour les infrastructures routières, à partir du bord extérieur de la chaussée la plus proche ;
- pour les infrastructures ferroviaires, à partir du bord du rail extérieur de la voie la plus proche.

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALDXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALLEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORJOL	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLACONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAJN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTILMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPENEL	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 5

Le présent arrêté est applicable à compter de sa publication au recueil des actes administratifs du département et de son affichage dans les mairies des communes concernées.

Article 6

Les communes concernées par le présent arrêté sont, par ordre alphabétique :

ALBON	EYMEUX	PIERRELATTE
ALIXAN	GERVANS	PILLES
ALLAN	GRANES	PONSAS
ALEX	GRANGES GONTARDES	PONT D'ISERE
ANDANCETTE	GRANGE LES BEAUMONT	PORTES LES VALENCE
ANNEYRON	GRIGNAN	REAUVILLE
AOUSTE SUR SYE	HOSTUN	ROMANS SUR ISERE
AUBRES	JAILLANS	ROUSSAS
BEAUMONT LES VALENCE	LA BATIE ROLLAND	SAILLANS
BEAUMONT MONTEUX	LA BAUME D'HOSTUN	SAINT BARTHELEMY DE VALS
BEAUREGARD BARET	LA BEGUDE	SAINT DONAT SUR L'HERBASSE
BEAUSEMBLANT	LA COUCOURDE	SAINT MARCEL LES VALENCE
BEAUVALLON	LA GARDE ADHEMAR	SAINT NAZAIRE EN ROYANS
BOURG DE PEAGE	LA ROCHE DE GLUN	SAINT PANTALEON LES VIGNES
BOURG LES VALENCE	LARNAGE	SAINT PAUL LES ROMANS
CHABEUIL	LAVEYRON	SAINT PAUL TROIS CHATEAUX
CHABRILLAN	LES TOURETTES	SAINT RAMBERT D'ALBON
CHANOS CURSON	LIVRON	SAINT RESTITUT
CHANTEMERLE LES BLES	LORJOL	SAINT UZE
CHANTEMERLE LES GRIGNAN	LUS LA CROIX HAUTE	SAINT VALLIER
CHATEAUNEUF DU RHONE	MALATAVERNE	SAULCE SUR RHONE
CHATEAUNEUF SUR ISERE	MALISSARD	SAUZET
CHATUZANGE LE GOUBET	MERCUROL	SAVASSE
CLERIEUX	MIRABEL ET BLAONS	SERVES SUR RHONE
CLIOUSCLAT	MIRABEL AUX BARONNIES	SOLERIEUX
CONDORCET	MONTBOUCHER SUR JABRON	SUZE LA ROUSSE
CREST	MONTELEGER	TAIN L'HERMITAGE
CROZES HERMITAGE	MONTÉLIMAR	TULETTE
DIE	MONTMEYRAN	UPIE
DIVAJEU	MONTOISON	VALAURIE
DONZERE	MONTVENDRE	VALENCE
EROME	MOURS SAINT EUSEBE	VAUNAVEYS LA ROCHETTE
ESPELUCHE	NYONS	VENTEROL
ESPELUCHE	PEYRINS	VERCHENY
ETOILE SUR RHONE	PIEGON	VINSOBRES
EURRE	PIEGROS LA CLASTRE	

Article 7

Des copies du présent arrêté sont adressées :

- aux maires des communes concernées,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,
- aux gestionnaires de réseaux autoroutiers, routiers départementaux et de transports en communs en site propre.

A Valence le 12 MARS 1999

Jean-Pierre MARQUIE

Pour ampliation

L. AUBREY, municipal,
Chef de Bureau


L. AUBREY, municipal,
Chef de Bureau

COURRIER APPROUVE LE

14 AVR. 2005



PRÉFECTURE DE LA DRÔME

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT DE LA DRÔME
SERVICE HABITAT ET VILLE
Missions de l'État en Urbanisme

Valence, le 11 AVR. 2005

AFFAIRE SUIVIE PAR C. GROSJEAN
CG/MFT - 05 0058

TÉL. 04 75 79 74 87
FAX 04 75 42 87 34

Le Préfet de la Drôme

à

Monsieur le Maire de SAINT-RESTITUT
MAIRIE

26130 SAINT-RESTITUT

objet : Site archéologique – Porter à connaissance
référence : Arrêté de Monsieur le Préfet de Région du 7 mars 2005
PLU en cours de révision n° 2
Porter à connaissance du 5 juin 2003
Association de l'Etat du 25 mars 2004
P.J. : 1 arrêté

L'arrêté cité en référence, signé par Monsieur le Préfet de Région, identifie des zones archéologiques situées sur votre territoire, en application du décret 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive.

Ces zones sont en principe existantes dans votre document d'urbanisme mais ont éventuellement été modifiées en fonction de l'évolution de la recherche archéologique.

Il vous appartient, suivant l'évolution de votre Plan Local d'Urbanisme, soit de les intégrer dans le rapport de présentation et dans les documents graphiques, soit de les annexer au Plan Local d'Urbanisme approuvé dans l'attente d'une procédure de modification ou de révision de ce document.

Cet arrêté est d'application immédiate en ce qui concerne les règles d'autorisation et d'utilisation du sol.

J'ai donc l'honneur de porter à votre connaissance, ces informations en vous demandant de prendre en considération et d'appliquer ces mesures dans le cadre des demandes d'urbanisme (P.C.-P.D.-I.T.D., les autorisations de lotir, les décisions de réalisation de toute ZAC) situées à l'intérieur des zones définies.

Je vous rappelle qu'une information obligatoire de ces demandes doit être faite auprès de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, service régional de l'archéologie.

Vous voudrez bien me faire part des difficultés rencontrées dans l'application de ces règles.



Henri MASSE

copie CD-PB 6 15.4.05

PRÉFECTURE DE LA RÉGION RHÔNE-ALPES

Direction régionale
des affaires culturelles

- 7 MARS 2005

Arrêté n° 05.067

Objet : Zones archéologiques de saisine sur les dossiers d'urbanisme
Commune de Saint-Restitut (26)

Le Préfet de la région Rhône-Alpes
Préfet du Rhône
Officier de la Légion d'honneur

Vu le code du patrimoine, notamment son livre V ;

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004, relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive, notamment ses articles 1^{er}, 4 à 8 et 17 ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.421-2-4 ; R.315-11 ; R.315-29 ; R.421-38-10-1 ; R.421-9 ; R.442-3-1 et R.442-4-2 ;

Vu l'avis favorable de la Commission interrégionale de la recherche archéologique Centre-Est en date du 28 septembre 2004 ;

Considérant le patrimoine archéologique recensé par la Carte archéologique nationale sur la commune de Saint-Restitut, en particulier l'*oppidum* protohistorique du Barry, chef-lieu du peuple des Tricastini, ainsi que les carrières de calcaire burdigalien exploitées depuis l'Antiquité, et le bourg médiéval fortifié,

ARRÊTE

Article 1^{er}

Sur le territoire de la commune de Saint-Restitut sont délimitées treize zones dans le périmètre desquelles les projets d'aménagement affectant le sous-sol pourront faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

Ces zones sont délimitées et identifiées sur le plan, et décrites sur la notice de présentation, annexés au présent arrêté.

Article 2

Tous les dossiers de demandes de permis de construire, de démolir et d'autorisation d'installations ou travaux divers, d'autorisation de lotir situés dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à la réalisation de l'opération d'urbanisme ou d'aménagement faisant l'objet de la demande. Il en est de même pour les décisions de réalisation de zones d'aménagement concertées situées dans les zones déterminées à l'article 1^{er} du présent arrêté.

Les dossiers et décisions mentionnés à l'alinéa précédent sont transmis aux services de la Préfecture de région (Direction régionale des affaires culturelles - Service régional de l'archéologie, 6 quai Saint-Vincent, 69283 LYON cedex 01) afin que puissent être prescrites des mesures d'archéologie préventive dans les conditions définies par le décret n)2004-490 du 3 juin 2004 susvisé.

Article 3

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture de la Drôme et notifié au maire de Saint-Restitut qui procèdera à son affichage pendant un mois en mairie à compter de sa réception.

Article 4

L'arrêté et ses annexes (plan délimitant les zones et notice de présentation) seront tenus à disposition du public à la mairie de Saint-Restitut et à la Préfecture de la Drôme.

Article 5

Les zones déterminées à l'article premier du présent arrêté se substituent aux zones archéologiques de consultation sur les documents d'urbanisme lorsque celles-ci ont été précédemment définies.

Article 6

La réalisation des travaux, objets des demandes d'autorisation d'urbanisme mentionnées à l'article 2 du présent arrêté, est subordonnée à l'accomplissement de mesures d'archéologie préventive, lorsqu'elles sont prescrites. Dans ce cas, les décisions d'autorisation d'urbanisme indiquent que l'exécution de ces prescriptions est un préalable à la réalisation des travaux autorisés.

Article 7

Le Directeur régional des affaires culturelles, le préfet du département de la Drôme et le maire de la commune de Saint-Restitut sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Lyon, le - 7 MARS 2005

Pour le Préfet de la Région Rhône-Alpes
et du département du Rhône
par délégué,
Le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales

Hervé BOUCHAERT

SAINT RESTITUT (26)

NOTICE DE PRESENTATION DES ZONES ARCHEOLOGIQUES DE SAISINE

L'article L.522-5 du Code du patrimoine prévoit que dans le cadre de l'établissement de la Carte archéologique, l'Etat peut définir des zones où les projets d'aménagement affectant le sous-sol sont présumés faire l'objet de prescriptions archéologiques préalablement à leur réalisation.

A ce titre, ont été définies sur la commune de Saint-Restitut, des zones dont les délimitations s'appuient sur le passé archéologique très riche de la commune, et sur le potentiel de l'urbanisation.

L'occupation du territoire de la commune de Saint-Restitut est attestée depuis l'époque Néolithique.

A l'époque gallo-romaine le territoire, proche du chef-lieu de *Cité Augusta Tricastinorum* semble avoir été densément peuplé.

La richesse de ce secteur semble venir essentiellement de l'exploitation du gisement de calcaire burdigalien, issu de dépôts du tertiaire et plus connu sous l'appellation de "pierre du midi". L'emploi précoce et donc l'extraction de pierre de taille à ciel-ouvert est reconnue dès l'époque antique.

Le nom du village est celui de son patron Saint Restitut, dont la tour funéraire construite au XIe s. abritait les reliques. Evêque légendaire de Saint-Paul-Trois-Châteaux, il fut à partir du XVe s. assimilé à Sidoine, l'aveugle-né de l'Evangile.

Au Moyen Age, ce secteur constitue une zone de contact entre le Comtat-Venaissin et le Dauphiné

Les zones ainsi délimitées sont les suivantes :

1 - Géanéras.

Vestiges d'une occupation d'époque gallo-romaine, peut-être de l'habitat au bord d'une voie.

2 - Saint-Michel

Vestiges d'un sanctuaire dit paléochrétien implanté sur les substructions d'un habitat du haut Empire. Mais les prospections menées en 1993 (Bd. Guillaume) sur le tracé du pipe-line qui a détruit une grande partie du site, n'ont livré que du matériel essentiellement datable du Ier, IIe et début IIIe s ap. J.-C.. Celui-ci se raréfie au Ve s. pour redevenir abondant à la fin du XIIe et au XIIIe s..

3 - Saint-Maurice

Edifice religieux du XIIIe s. édifié sur des vestiges antiques

4 - Saint-Paulet.

Dolmen effondré sur un site d'éperon barré avec une source protégée par une tour montée en pierre sèche. Au sud et au pied de cet éperon, les vestiges des parties agricoles d'une villa gallo-romaine sont également attestés.

5 - Chante Perdrix.

Habitat chalcolithique

6 - Le Travers.

Habitat antique de hauteur de type *oppidum*

7 - Les Crozes, Montchamp

Vestiges d'une occupation chalcolithique

Parcellaire inscrit en pierres sèches dans le paysage et vestiges gallo-romains.

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° OS-067
du 17 MARS 2005

8 - Village

Le site retenu pour l'implantation du village est celui d'un éperon rocheux occupé depuis le Néolithique. Les installations depuis ce campement se sont succédées sans discontinuité comme l'attestent les nombreux vestiges antiques que l'on y retrouve, et l'éventuelle existence d'une nécropole dès le Haut Moyen Age. La première mention serait de 1108 dans un acte de "pacification" entre la famille locale des Granet et l'évêque de Saint-Paul-Trois-Châteaux qui est le seigneur temporel des lieux.

L'actuelle église paroissiale, *ecclesia sancti restituti*, classée Monument Historique sur la liste de 1840, relevant du diocèse de Saint-Paul-Trois-Châteaux, est celle d'un

Elle est composée de la juxtaposition de deux bâtiments : l'église à l'Est, datée du XIIe s. par son riche décor sculpté "à l'antique", vient s'accoler à une tour occidentale à vocation funéraire (tombeau de Saint Restitut ?) datable du milieu du XIe s.. Montée en petit appareil régulier, elle est renommée pour sa frise de plaques en méplat et ses marques lapidaires dont la célèbre signature d'UGO.

La « Maison de la tour », située au nord de l'église (inscription sur la liste supplémentaire des Monuments Historiques par arrêté du 24-10-1926) qui aurait appartenu à l'évêque est une maison d'habitation du XVIe s., à trois niveaux et trois travées, dont le gros œuvre est en pierre locale. La façade principale est animée par l'excroissance d'une tour d'escalier en demi-hors-d'œuvre, ornée au rez-de-chaussée d'une porte d'entrée inscrite dans une travée ionique à entablement.

Une partie des remparts est encore conservée. Le mur taluté est appareillé et comporte encore quelques corbeaux de mâchicoulis. La courtine occidentale, mentionnée en 1211, comporte des archères.

Le château, mentionné en 1340 fut détruit par les protestants en 1578.

la "fontaine des aveugles" : dès le Moyen Age, le village est réputé pour ses reliques. Il s'agirait de celles de Restitut, premier évêque légendaire de Saint-Paul et assimilé à Sidoine l'aveugle-né, arrivé d'Arles et des Saintes-Maries et à qui le Christ restitua la vue. Sa source "miraculeuse" guérit les maladies des yeux et le Dauphin Louis, futur Louis XI, y vint en pèlerinage en 1449.

9 - Chapelle du Saint-Sépulcre

Chapelle funéraire (classée Monument Historique par arrêté du 9 Sept. 1908) d'époque moderne (1508) construite sur un plan centré.

10 - Les Archivaux

Carrière de la colline de Sainte-Juste, exploitée à l'époque gallo-romaine à laquelle serait associé un habitat ("camp romain") de la même époque, qui domine la plaine de Saint-Paul et qui fut identifié par certains comme étant l'emplacement de l'AERIA mentionnée par Pline. Il semblerait que celui-ci soit plutôt à dater des époques médiévales et modernes. Restent les vestiges d'un monument construit selon la technique du parpaing.

Sainte-Juste.

Gisement exploité peut-être depuis l'Antiquité, plus certainement au Moyen Age jusqu'au XXe s.. Les carrières ont été ouvertes sur des sites occupés à l'époque protohistorique. Les parties non exploitées renferment encore des vestiges chalcolithiques et des traces d'occupation d'époque gallo-romaine. Dans les parties non exploitées, vestiges de l'époque chalcolithique.

11 - Oppidum du Barry, d'une superficie d'environ 44 ha, se situe sur la bordure S.O du massif burdigalien de Saint-Restitut, entre les communes de Saint-Paul-Trois-Châteaux, Saint-Pierre de Sénos, Saint-Restitut et Bollène.

Considéré comme étant le chef-lieu *Senomagos* (nom celtique signifiant "vieux marché") des *Tricastini*, il comporte une vaste enceinte de pierre sèche percée de systèmes à entrées multiples. Le mobilier permet de dater l'occupation depuis le Bronze final jusqu'au VI-Ve av. J.-C., notamment par la présence de céramique grise monochrome. Le site ne semble plus être occupé aux IVe-IIIe s., mais la céramique redevient abondante aux IIe-Ie s.. Au regard de ce matériel (notamment de la céramique italique : mortiers à pâte jaune, amphores et campanienne...), il semblerait que Barry ait pu jouer un rôle important dans la circulation des productions céramiques italiques vers le Massif Central et dans l'acheminement des « produits de retour ».

Les traces d'occupation au Bas-Empire sont encore importantes et le site servira d'assise à la construction d'un château au Moyen Age.

Vu pour être annexé
à l'arrêté n° 105-067
du - 7 MARS 2005

Nécropole médiévale.

Le Grand Devès

Abris sous roche

Oppidum de l'Age du Fer

Eléments d'habitat gallo-romain : carrière de meules à huile,

Trois bornes de séparation entre Comtat-Venaissin et Dauphiné....

12 – Pied Cros/La Tolière, les Givassières.

vestiges d'une occupation au Néolithique final, chalcolithique (habitat). Un squelette non daté (gallo romain ?) y a été anciennement découvert fortuitement.

Combe (carrière sud)

station du Chalcolithique

La Rouverette

Chemin taillé à flanc de falaise et tombe d'époque protohistorique. Cette dernière a été datée du Ve s. av. J.-C. par la présence de céramique *Bucchero* grise caractéristique.

13 – La tour d'Avril

Motte castrale médiévale qui succède à une *villa* gallo-romaine.

vu pour être annexé
à l'arrêté n° 105.067
du - 7 MARS 2005

